

# DIARIO DEL GOBIERNO

## DE CATALUÑA Y BARCELONA,

DEL MIERCOLES 6 DE JUNIO DE 1812.

*San Feliciano M.*—Las *Quarenta Horas* están en la Iglesia de Religiosas de Sto. Domingo ; se reserva á las siete de la tarde.

### EMPIRE FRANÇAIS.

PARIS, 5 avril.

*Suite des pièces annexées au Rapport de S. Exc. le Ministre des relations extérieures.*

*La convention ne stipulait rien sur les forteresses de Pillau et de Spandau ; elles devaient en conséquence rester occupées par les troupes prussiennes ; les troupes françaises y entrèrent néanmoins par une espèce de surprise militaire et s'y maintinrent (23).*

(23) En effet , la convention ne stipulait rien sur les forteresses de Pillau et de Spandau. La France avait déclaré qu'elle n'avait besoin ni de Graudentz , ni de Colberg , et rien ne fut dit sur les autres places. Le roi désira qu'on passât celle-ci sous silence ; mais il fut convenu que la France pourrait occuper ces places , sans qu'il y eût à cet égard une disposition formelle dans le traité. On les eût certainement nommées parmi les places qu'on exceptait , si elles avaient dû être exceptées. C'est en conséquence de ces dispositions , des deux parties contractantes qu'elles ont été occupées de concert , et avec les circonstances rappelées dans les extraits suivants.

#### PREMIER EXTRAIT.

*Lettre de M. le comte de Saint-Marsan.*

Berlin 24 février 1812.

« J'ai fait connaître conformément aux ordres de S. M. les considérations qui la portent à désirer l'occupation de Spandau. Les dispositions ont été prises , et sont entièrement exécutées.

« Le roi n'a pas héité un moment ; mais il a cependant été un peu peiné , en considérant cette demande comme les marques d'un reste de défiance qu'il désire ardemment de voir dissiper.

« Il n'y a plus à Spandau que quatre-vingt vétérans prussiens. Un bataillon français est dans la ville avec une batterie et une compagnie d'artillerie dans la forteresse. Le commandant prussien y est conservé. »

### IMPERIO FRANCÉS.

PARIS 5 de abril.

*Continuación de las piezas relativas , al parte de S. E. el ministro de relaciones exteriores.*

El convenio no estipulaba cosa alguna sobre las fortalezas de Pillau , y de Spandau ; luego estas debían quedar ocupadas por las tropas prusianas. Con todo las tropas francesas entraron en ellas por medio de una especie de sorpresa militar , y allí han quedado ( 23 ).

(23) En efecto el convenio no estipulaba cosa alguna acerca las fortalezas de Pillau , y Spandau. La Francia había declarado que no necesitaba de Graudentz ni de Colberg , y nada se dijo sobre las otras plazas. El rey deseó que estas se pasasen en silencio ; pero se convino que la Francia podía ocupar esas plazas , sin que para ello hubiese una disposición formal en el tratado. Seguramente se les habría nombrado entre las plazas que se exceptuaban si se hubiesen exceptuado esas disposiciones de las dos partes contratantes , han sido ocupadas de acuerdo , y con las circunstancias que se mencionan en los extractos siguientes :

#### PRIMER EXTRACTO.

*Carta del Señor conde Saint Marsan.*

En la 24 de febrero 1812.

Conforme á las órdenes de S. M. , he dado conocimiento de las consideraciones que le inspiran á desear la ocupación de Spandau. Se han tomado las disposiciones , y están del todo ejecutadas.

El Rey no ha titubeado un momento , solo le ha dado algun pesar el considerar esta demanda como señal de un resto de desconfianza , que ardientemente desea ver dissipada. En Spandau no había mas que 80 soldados veteranos de Prusia. En la ciudad se halla un batallon francés con una bateria , y en la fortaleza una compañía de artilleria. Se ha conservado el comandante prusiano.

Pendant qu'on augmentait à l'infini le poids des dépenses de la Prusse, pendant qu'elle prouvait qu'après avoir acquité sa contribution, ses

Mientras que se aumentaba hasta lo infinito el peso de los gastos de la Prusia, mientras ella probaba que después de haber satisfecho

SECOND EXTRAIT.

Lettre de M. le comte de Saint-Marsan.

Berlin, 23 avril 1812.

« J'ai eu l'honneur d'informer V. Ex. que les arrangements relatifs à Spandau avaient été déjà exécutés.

D'après de nouvelles dispositions, la garnison de Spandau doit être augmentée; un général de brigade doit y être établi, et les magasins serviront à renfermer le blé et autres objets appartenant à l'armée française.

« J'en ai prévenu ce matin le baron de Hardenberg, dans une conversation que j'ai eu avec lui. Il m'a répondu que l'on fera tout ce que l'Empereur désire. Il m'ajoute toujours que la seule peine que ressent le roi, c'est qu'il puisse rester quelques défiances et quelques doutes à S. M. l'Empereur sur ses intentions et sur ses dispositions à faire tous les efforts possibles pour seconder les vues de S. M. I. et R.

« Je lui réponds qu'il ne doit point attribuer à la méfiance des mesures de précaution qui sont maintenant autant dans l'intérêt de la Prusse que dans celui de la France; que, quoique S. M. l'Empereur n'ait jamais marché que de victoire en victoire, elle n'a jamais omis la plus petite des précautions, même à deux ou trois cents lieues derrière elle, que rien ne lui semblait indifférent, et que c'est peut-être le seul homme à qui il ait été donné de faire de si grandes choses, sans oublier le dernier détail de la plus petite.

« M. de Hardenberg abonde alors dans mon sens, et, comme il est rempli de son objet, qu'il n'est pas formaliste, et qu'il ne voit dans l'alliance que le grand but de sauver la Prusse, il finit par me dire que si, au surplus, il reste quelque défiance à l'Empereur, il espère que la constance avec laquelle on se montrera fidèle allié, la détruira entièrement.

Signé comte de SAINT-MARSAN.

TROISIÈME EXTRAIT.

Lettre de M. le comte de Saint-Marsan.

Berlin, le 29 avril 1810.

Hier au soir, je me suis trouvé chez le duc de Reggio, avec le baron de Hardenberg et M. de Narbonne. Il a été question des ordres donnés pour Spandau; et M. le duc de Reggio faisait sentir au baron de Hardenberg que ces mesures ne devaient nullement inquiéter le roi, ni lui faire supposer que S. M. I. et R. avait de la méfiance; que c'étaient des précautions que

SEGUNDO EXTRACTO.

Carta del Señor conde Saint Marsan.

Berlin 23 de abril 1812.

Tuve el honor de informar á V. E. que se habian executado ya las disposiciones relativas á Espandau.

De resultas de nuevas disposiciones debe aumentarse la guarnicion de Espandau: debe establecerse allí un general de brigada y los almacenes servirán para el trigo perteneciente al ejército francés.

Esta mañana lo he prevenido al Sr. baron de Hardenberg en una conversacion con él; y me ha respondido, que se hará todo lo que el Emperador desea. Me ha añadido tambien que el unico pesar que siente el Rey, es el que puedan quedar algunas desconfianzas, y dudas á S. M. el Emperador sobre sus pretenciones, y sobre sus disposiciones en hacer todos los esfuerzos posibles para segundar las miras de S. M. I. y R.

Le he respondido que no podia atribuir á desconfianza las medidas de precaucion, que en el dia son tanto del interés de la Francia como del de la Prusia: que aun que S. M. el Emperador no haya jamás marchado sino de victoria en victoria, sin embargo jamás habia omitido la mas pequeña de las precauciones, aun que fuese á demas de 2 ó 300 leguas detras de sí: que nada le parecia indiferente y que tal vez era el unico hombre, á quien haya sido dado el hacer tan grandes cosas, sin olvidar el último por menor de la mas pequeña.

El Sr. de Hardenberg es entonces de mi opinion; y como está lleno de su objeto, no es formalista, y no vé en la alianza mas que el grande plan de salvar la Prusia, ha concluido diciéndome, que si por lo restante queda alguna desconfianza en el Emperador, espera que la constancia que mostrará en serle aliado fiel, la destruirá, y desvanecerá enteramente.

Firmado el conde de SAINT-MARSAN.

TERCER EXTRACTO.

Carta del Señor conde Saint-Marsan.

Berlin 29 de abril 1810.

Ayer tarde me hallé en casa del duque de Reggio, con el baron de Hardenberg y el Sr. de Narbonne. Se trató de las órdenes dadas sobre Espandau, y el Sr. duque de Reggio dió á entender al baron de Hardenberg que esas medidas no debian de modo alguno inquietar al Rey, ni hacerle suponer que S. M. I. y R. tenia desconfianza; que eran precauciones que el Emperador toma para

avances montaient déjà à des sommes énormes, on persistait à lui refuser toute espèce de secours (24); on répondait à toute ses réclamations par un silence méprisant (25).

(La suite à demain.)

L'Empereur prend toujours et partout, et qu'elles étaient commandées par les circonstances. Le ministre entra parfaitement dans le sens du maréchal; l'assura qu'on était disposé à tout faire pour le bien de la cause commune; non seulement ce qui était stipulé, mais tout ce qui serait utile; qu'au surplus, l'affaire de Spandau était conforme aux termes stricts du traité, puisque ni Spandau, ni Pillau n'avaient point été exceptés comme Colberg, Graudenz et Potsdam, par la stipulation qui porte que tous les pays entre l'Elbe et l'Oder, la Vistule et le Niemen, pourraient être occupés par l'armée française.

Je rends compte de ces expressions du chancelier à V. E., pour la mettre toujours plus à portée de juger de la manière dont ce ministre envisage la position de la Prusse.

Signé le comte DE SAINT-MARSAU.

(24) Cette preuve n'a jamais été donnée. Pouvait-elle l'être? Nous ne saurions en convenir. Au moment de la signature des conventions du 24 février 1812, la Prusse devait encore à la France 62,450,694 francs. L'opération du versement des denrées coloniales admises en paiement pour favoriser la Prusse, a été consommée, dans le courant de l'été suivant. La Prusse s'est trouvée libérée, tant pour les denrées coloniales, que pour les frais de transport, de 14,322,318 fr. Elle est encore débitrice de plus de 50 millions, y compris les intérêts. Quelqu'un fut loin de penser que ces 50 millions fussent soldés par les livraisons et fournitures. S. M. avait consenti cette année à ce qu'il ne fût plus fait aucune réquisition à la charge de la Prusse, et à compte de sa dette. Au reste, quel que fût le débiteur ou le créancier, la compensation ne devait être faite qu'à la fin de la campagne; et la Prusse nous déclara la guerre au commencement de mars.

(25) M. le baron de Krusemark a remis en chât une note pressante, dictée, selon ses expressions, par le constant desir du roi de continuer à remplir ses engagements envers son auguste allié; le roi, dont la haute volonté doit exprimer, en appelant à la justice et à l'amitié de S. M. I.

Cette note est datée du 2 mars, et est parvenue un jour après celui où la Prusse avait signé son traité d'alliance avec la Russie.

Des instructions en réponse furent envoyées à M. le comte de Saint-Marsau, par un courrier parti le 6 mars. En le recevant le 17, il demanda un rendez-vous à M. de Hardenberg, pour lui faire connaître les dispositions favorables de S. M.; et pour toute réponse,

sus contribuciones, sus adelantamientos ascendían ya á unas sumas enormes, se insistía en negarle toda especie de socorros (24); se respondía á todas sus reclamaciones con un silencio desprecitivo (25).

(Se continuará.)

pre y en todas partes, y que las circunstancias así lo exigían. El ministro entró perfectamente en el sentido del mariscal, le aseguró que se hallaban dispuestos á hacerle todo para el bien de la causa común; no solo lo que estaba estipulado, sino todo lo que sería útil; y que, por lo restante, el asunto de Spandau estaba conforme á los terminos estrictos del tratado, supuesto que ni Spandau ni Pillau habían sido exceptuados, como Graudenz, Colberg y Potsdam en la estipulación que dice que el país entre el Elba y el Oder, el Vistula y el Niemen podría ser ocupado por los ejércitos franceses.

Doy cuenta á V. E. de esas expresiones del chanciller, para ponerle mas en estado de juzgar de la manera con que ese ministro mira la posicion de la Prusia.

Firmado el conde DE SAINT-MARSAU.

(24) Esta prueba jamas se ha dado. Podia haberse dado? No es fácil convenir en ello. Al momento de firmarse los convenios de 24 de febrero 1812 la Prusia debia todavía á la Francia 62,450,694 francos. La operacion del pago de los generos coloniales admitidos en pago para favorecer á la Prusia, ha sido con suma prontitud el decurso del verano siguiente. La Prusia se hallaba libertada tanto por los generos coloniales, como por los gastos de transporte de 14,322,318 francos. Todavía queda adelantando 50 millones comprendidos los intereses. Aunque se estubo lejos de pensar que esos 50 millones quedasen soldados con las entregas, y abastos, S. M. habia consentido este año en que no se hiciera ya ninguna otra requisicion á cargo de la Prusia, y á cuenta de su deuda. Por lo restante, si fuese quien fuese dador ó acreedor, la compensacion no debia hacerse hasta al fin de la campaña; y la Prusia nos ha declarado la guerra al principio de Marzo.

(25) El Sr. baron de Krusemare remitió efectivamente una nota urgente, dictada según expresiones por el constante desear del rey de continuar cumpliendo sus compromisos para con su augusta aliado; el rey, cuya buena voluntad estaba expresada, apelaba de ella á la justicia de S. M. I. y R.

Esta nota trae su fecha del 2 de marzo, es decir, un dia despues de haber firmado un tratado de alianza con la Rusia.

Se embiaron al Sr. conde Saint Marsau instrucciones en respuesta, por un correo que partió el dia 6 de marzo. Recibienolo el 17, este pidió ver al Sr. Hardenberg, para hacerle saber de las disposiciones favorables de S. M., por toda respuesta el chanciller le envió al



(4)

chancelier lui envoya la note du 16 mars, qui contient la déclaration de guerre de la Prusse à la France.

*Extrait d'une dépêche de M. de Saint-Marsan, datée de Breslau, le 17 mars 1813.*

« L'Empereur Alexandre est arrivé ici le 15 à cinq heures après-midi. Au moment où j'allais faire partir pour Paris le courrier porteur de cette nouvelle, celui que V. E. m'a expédié le 6 mars, m'a remis vos dépêches du même jour. Je venois d'écrire au baron de Hardenberg, pour lui demander un entretien, afin de l'informer des dispositions favorables de S. M., lorsque j'ai reçu la note ci-jointe, qui est une déclaration de guerre en forme. Je me hâte de la porter à la connoissance de l'Empereur.

*Signé DE SAINT-MARSAN.*

nota el 16 de marzo, que contiene la declaración de guerra de la Prusia á la Francia.

*Extracto de un pliego del Sr. de Saint-Marsan, fecha en Breslau á los 17 de marzo de 1813.*

« El Emperador Alexandro ha llegado aquí el día 15 á las 5 de tarde. Al momento en que iba á hacer partir para Paris el correo portador de esta noticia, el que V. E. me expidió el 6 de Marzo me ha entregado sus pliegos del mismo día. Acababa de escribir una carta al baron de Hardenberg, para pedirle una conferencia, á fin de informarle de las disposiciones favorables de S. M. quando recibí la adjunta nota, que es una declaración de guerra en forma, me apresuro á ponerla en conocimiento del Emperador.

*Firmado DE SAINT MARSAN.*

## NOTICIAS PARTICULARES DE BARCELONA.

### Avisos.

Les marchands détaillans de la ville de Barcelone, sont prévenus qu'ils peuvent expédier, en franchise des droits et sans aucune formalité, les coupons de drap, toile et autres étoffes de fabrique du pays et de France, vendus aux habitans des communes environnantes, pour leur usage, lorsqu'ils seront au dessus de la valeur de 20 francs, et pour ces mêmes objets jusqu'à 60 francs, en délivrant aux acquéreurs les déclarations signées des vendeurs, dont on trouvera les imprimés à la direction des Douanes.

Barcelone, le 8 juin 1813.

*Le général Directeur des Douanes,  
GUILLET.*

Se previene á los tenderos de la ciudad de Barcelona, que pueden expedir sin derechos y sin ninguna formalidad los pedazos de paño, tela y demas objetos fabricados en el país ó en Francia, vendidos á los habitantes de los pueblos de los alrededores, para su uso, quando no tendrán el valor de 20 francos, y para los mismos generos hasta el valor de 60 francos, dando á los compradores las declaraciones firmadas por los vendedores, cuyos impresos se hallan á la direccion de la Aduana.

Barcelona, á los 8 de junio de 1813.

*El general Director de la Aduana,  
GUILLET.*

Celui qui aurait à vendre des chaises, sofas, canapés, fauteuils, le tout bien garni et d'un joli étoffe, pourra se présenter au bureau de ce journal.

La persona que quisiere vender sillas, canapés, sillones de brazos, todo bien guarnecido con una buena estofa, podrá acudir á la oficina de este periódico.

### Pérdida.

El día 7 del corriente se perdió desde la puerta de San Antonio, al convento del Carmen dos Manillas blancas y dos abanicos con un pañuelo, todo junto; qualquier que lo hubiese hallado se servirá traerlo en la oficina de este periódico que se le dará una gratificación.

### TEATRO.

La Sociedad dramática Española, representa hoy á las siete en punto la comedia titulada *El Hombre singular*, tonadilla *el Presidario*, Zapeado, y saynete *Padre seducido*.

En la Imprenta de J. ALZINE y P. BARRERA, Impresores del Gobierno de Cataluña.